

AU-DELÀ DES GRÈVES

Vives inquiétudes en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud n'a pas fini de panser ses plaies après les terribles affrontements meurtriers dans les mines. Le pays qui abrite de nombreux réfugiés et vit toujours de grandes inégalités s'enfoncé encore un peu plus dans des conflits sociaux aux inquiétantes conséquences.



RÉPRESSION FÉROCE.

Des femmes réclament justice contre l'attitude de la police pendant les manifestations.

« **P**révolutionnaire », voilà comment un citoyen sud-africain blanc et ancien opposant à l'apartheid avait qualifié la situation, il y a quelques mois. Des conflits sociaux meurtriers étaient survenus dans les mines d'Afrique du Sud. La police avait tué trente-quatre grévistes, en août, à Marikana, à l'ouest de Pretoria, la capitale, dans une mine

de platine de la compagnie Lonmin. Elle avait utilisé des armes et des véhicules anti-émeutes rappelant l'époque de l'apartheid. Aujourd'hui, les travailleurs ont obtenu un accord avec le numéro trois mondial du secteur. Mais après ces dramatiques incidents, des ouvriers d'autres mines de platine, d'or et de fer avaient entamé des grèves illégales en estimant trop bas leur salaire mensuel de

l'ordre de 400 € et dénonçant leurs mauvaises conditions de logement.

PARALYSIE

La gravité de la situation est décrite par Mgr Kevin Dowling, évêque du diocèse de Rustenburg, situé dans la région minière au nord de Johannes-

bourg. Début octobre, Anglo-American Platine (Amplats) et Gold Fields avaient licencié plusieurs milliers de grévistes ou menacé de le faire. L'homme d'Église avait alors confié à l'agence Fides : « À cause des très violentes protestations de ces dernières semaines, à Rustenburg, nous avons été contraints à fermer le centre sanitaire opérant dans le bidonville voisin et géré par une religieuse prenant soin des indigents. » Fin octobre, la tension était toujours très forte malgré l'obtention d'augmentations de salaires pour certains travailleurs et au début novembre, Amplats, numéro un du platine dans le monde, indiquait que ses sites de Rustenburg et de Northam restaient paralysés par la grève.

SYNDICAT DÉSAVOUÉ

« Les mineurs en grève, explique Mgr Dowling, ont retiré leur confiance à leur syndicat et la multiplication de fermetures de mines aurait de lourdes conséquences pour le pays. » De fait, plusieurs interlocuteurs sud-africains pensent que ces conséquences risquent d'être même plus graves que celles du sida qui ont touché environ un dixième de la population du pays. En disant cela, ils songent à la place occupée dans le pays par les syndicats et tout particulièrement par le NUM (National Union Miners) qui était, du moins jusqu'aux conflits de cette année, le plus puissant parmi les mineurs. Il était aussi la principale composante de la confédération COSATU, qui s'était alliée au Congrès National Africain (ANC) et au Parti Communiste pour mettre fin à l'apartheid.

CIBLES

À côté des pertes d'emplois déjà intervenues ou à venir dans les mines, Mgr Dowling évoque d'autres conséquences du conflit social de cette année : « Des projets d'Église ou associatifs comme ceux qui accompagnent des victimes du sida ont été pris pour cibles par des mineurs en grève. Or, ceux-ci ne disposent déjà pas de tous les soutiens qui leur seraient nécessaires. Leurs frais de fonctionnement sont nettement moins élevés que ceux de programmes gouvernementaux et intergouvernementaux. Mais c'est aussi le cas d'autres initiatives citoyennes et sociales appréciées, du fait que l'Afrique du Sud est désormais considérée comme un pays émergent, qui a des moyens propres plus importants que les pays pauvres. »

INJUSTICES ET CORRUPTION

« Ils sont bien loin les rêves que nous faisons en 1994 à la fin de l'apartheid, avoue Mgr Dowling, qui est, avec l'Américaine Marie Dennis, co-président du mouvement Pax Christi International prônant réconciliation et justice sociale à travers le monde. Car si l'Afrique du Sud est un pays émergent qui compte 51 millions d'habitants et est important pour le continent noir, on constate un nombre élevé de victimes des injustices et de la corruption, deux fléaux qui se sont développés à cause de l'absence de critères éthiques solides. Parmi ces personnes, il y a aussi de très nombreux réfugiés originaires de divers pays d'Afrique, dont la République Démocratique du Congo, le Zimbabwe et autres. »

La classe politique n'est pas non plus épargnée par les troubles et les critiques. Le président Jacob Zuma a minimisé la crise sociale vécue dans le secteur minier et même la situation actuelle du pays. Il est d'ailleurs plus que controversé. Dans le même temps, il doit faire face à des problèmes judiciaires personnels. À cela s'ajoutent de vives critiques adressées au gouvernement ANC pour avoir mal géré le drame de Marikana et la crise dans les mines.

« La fermeture de mines aura de très lourdes conséquences pour toute l'Afrique du Sud », assure Monseigneur Dowling.

TERRES

Par ailleurs, durant sa campagne en vue des élections présidentielles de 2013, Zuma a remis en avant la toujours très épineuse question de la redistribution des terres. Depuis la fin de l'apartheid, seulement 7% ont changé de mains. Le programme lancé en 1994 voulait pourtant confier au moins 30% des terres arables à des exploitants noirs d'ici 2014, date reculée par la suite à 2025. Quant au taux de chômage, il est de l'ordre de 30% et frappe beaucoup de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté, dont pas mal des cinq millions d'étrangers. Dix-huit ans après la fin de l'apartheid, le tableau n'est toujours pas brillant : il reste beaucoup d'inégalités sociales. Certes, une classe moyenne noire est désormais impliquée dans la vie politique et les affaires. Certes, le revenu moyen des foyers noirs a augmenté de 169% en dix ans. Mais les blancs gagnent toujours en moyenne six fois plus que leurs compatriotes de couleur, selon les résultats du recensement de 2011 publiés en octobre dernier.

Jacques BRIARD